

Bonn COP23 : aussi loin des Fidji que de sauver le climat ! - « Changer le système, pas le climat ! »

jeudi 16 novembre 2017, par [POUPIN Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2017).

Sommaire

- [Encore et toujours plus chaud](#)
- [Encore et toujours plus \(...\)](#)
- [Les COP se suivent...](#)
- [« Fossile du jour » pour \(...\)](#)
- [Les paroles et les actes](#)

La COP23 (23^e « conférence des parties » sur le climat) se tient depuis le 6 et jusqu'au 17 novembre à Bonn. La conférence est délocalisée au siège de la Convention climat de l'ONU en Allemagne, et non dans les Iles Fidji qui en assurent officiellement et (symboliquement !) la présidence.

Selon l'explication officielle, ce pays n'a ni les moyens ni les capacités d'accueil suffisantes (alors qu'il reçoit 600 000 touristes par an !). Les 20 000 participantEs seront donc bien loin des drames humains, sociaux, écologiques causés par changement climatique dans la région. À Fidji, la montée des eaux d'au moins 6 mm par an menace les villages côtiers, dont certains ont dû être reculés déjà plusieurs fois, des tempêtes et des marées exceptionnelles provoquent le passage ou la stagnation d'eau salée qui rend impossible l'agriculture de subsistance de milliers de familles.

L'autre péril est la force croissante des ouragans alimentés par une eau de plus en plus chaude : le 20 février 2016, Winston, de force 5, a détruit des milliers de maisons et causé la mort de 45 personnes, provoqué le déplacement de 55 000 habitantEs dont certainEs vivent encore sous des tentes. Mais dans le Pacifique, ce sont les atolls, constitués de bancs de sable, qui sont les plus menacés. Selon Hélène Jacot Des Combes, professeur à l'Université du Pacifique Sud : « Tuvalu, Kiribati ou les Marshall sont des États qui culminent de trois à cinq mètres au-dessus de la mer. Leur disparition physique du fait de la montée des eaux n'interviendra pas avant la fin du siècle... Mais, avant, ces îles vont devenir inhabitables du fait de la rareté de l'eau douce, causée par l'érosion. La nappe phréatique est gagnée par la mer. »

Encore et toujours plus chaud

A l'ouverture de la conférence, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) a publié ses données provisoires (janvier à septembre) pour l'année 2017. Cette période a été marquée par des événements extrêmes : ouragans d'une grande intensité dans les Caraïbes et dans l'Atlantique, pics de chaleur à plus de 50°C en Asie, sécheresse durable en Afrique de l'Est... La température moyenne a été d'environ 1,1°C de plus qu'à l'ère préindustrielle. Selon le secrétaire général de l'OMM, « les trois dernières années sont les plus chaudes qui aient jamais été enregistrées ». En 2016, la concentration en CO₂ de l'atmosphère atteint des records, soit 403,3 parties par million (contre 400

en 2015). Toujours selon l'OMM : « La dernière fois que la Terre a connu une teneur en CO₂ comparable, c'était il y a trois à cinq millions d'années : la température était de 2 à 3°C plus élevée et le niveau de la mer était supérieur de 10 à 20 mètres par rapport au niveau actuel. »

Le niveau des océans continue de monter en moyenne d'environ 3,3 mm par an. Une hausse qui s'accélère (entre 2004 et 2015, le niveau des mers a crû de 25 à 30 % plus vite qu'entre 1993 et 2004), alimentée par la fonte des glaciers, comme au Groenland et en Antarctique, et par la dilatation thermique des océans. Le niveau marin a déjà monté de 20 cm depuis la période préindustrielle.

Encore et toujours plus de déracinéEs climatiques

L'ONG Oxfam estime que 23,5 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur terre et leur foyer en 2016 à la suite de catastrophes naturelles extrêmes. Sur la période 2008-2016, ce sont en moyenne 21,8 millions de personnes qui ont dû, chaque année, quitter leur cadre de vie. L'ONG internationale estime que « la montée des eaux, l'évolution des précipitations et d'autres changements réduisent les moyens de subsistance et augmentent le risque de voir, à l'avenir, beaucoup plus de gens se déplacer ».

Entre ouragans, inondations, sécheresses et incendies, l'année 2017 s'illustre par une succession alarmante de catastrophes naturelles. À titre d'exemple : en août, de violentes inondations de mousson ont touché plus de 43 millions de personnes au Bangladesh, au Népal et en Inde.

Et selon la synthèse du *Lancet Countdown on health and climate change* (Compte à rebours sur la santé et le changement climatique), ce sont plus de 1 milliard de personnes qui pourraient migrer, d'ici à la fin du siècle, en raison du réchauffement climatique.

Pourtant, ni la protection, ni l'accueil, ni le statut des millions de déplacéEs et réfugiéEs climatiques ne sont au programme de la COP23.

Les COP se suivent...

Il y a eu la COP21 à Paris fin 2015 et le triomphalisme du gouvernement français qui assurait avoir sauvé le climat. Il y a eu la défense de l'accord de Paris comme prétendu rempart face à l'élection de Trump et son climato-négationnisme décomplexé... Il y a eu la COP22 à Marrakech et son « capitalisme vert » appliqué tout particulièrement à l'Afrique... Personne ne peut dissimuler qu'entre l'objectif affiché en 2015 de limiter le réchauffement mondial « nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels (...) en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C » et les engagements annoncés par les différents pays, il y a un gouffre. Le responsable de l'ONU environnement, Erik Solheim déclare que « les engagements actuels couvrent à peine un tiers des réductions d'émissions nécessaires ». Le cumul de ces engagements, s'ils étaient tenus, conduirait à une hausse de plus de 3°C. Les tenants de l'accord de Paris doivent donc impérativement donner l'impression d'agir.

La COP23 se présente comme une étape technique sur la route de la COP24 (à Cracovie en 2018) présentée comme clé pour la mise en œuvre de l'accord de Paris, avec l'exigence de « rehausser l'ambition ». En 2017, il s'agit de préciser les règles d'application de l'accord de Paris (évaluation, transparence...) et d'affiner les conditions du « dialogue de facilitation », autant de jargon pour dire que pour amener les gouvernements à revoir à la hausse leurs engagements, ce n'est pas gagné !

« Fossile du jour » pour la France

Macron a succédé à Hollande, mais le climat est toujours le terrain d'un affichage aussi médiatique que trompeur pour les gouvernants français. Macron se rend donc à Bonn le 15.

Mais sa venue a été précédée le 8 novembre par la remise de l'ironique mais mérité prix « du fossile du jour » attribué chaque jour de la COP par le Climate Action Network à un pays membre qui se distingue par son incapacité à tenir ses engagements. Ce prix vient récompenser les renoncements successifs du gouvernement d'Emmanuel Macron. Il pointe l'arnaque de Hulot qui prétend justifier son recul sur la fermeture de réacteurs nucléaires par la défense du climat et sa volonté de ne pas ouvrir la porte à un retour du charbon. Comme le dit fort justement Nicolas Haeringer : « Affirmer que l'on va sortir des fossiles, mais pas du nucléaire ou, à l'inverse, que l'on va sortir du nucléaire mais pas des fossiles, n'est qu'une manière sophistiquée de préparer un renoncement général à la transition énergétique vers un mix énergétique 100% renouvelables ».

Voilà qui remet à leur place les fanfaronnades de Hulot, qui déclarait sans sourciller le jour de l'ouverture de la COP : « On entre dans une phase décisive. Soit on est déterminés, ambitieux et on peut encore reprendre la main ; soit on continue à faire des compromis vers le bas et on va perdre la main. »

Les paroles et les actes

D'autant que dans le même temps, comble de cynisme, le gouvernement a tenté de supprimer dans la prochaine loi de finances une enveloppe de 22 millions d'euros destinée à financer des projets luttant contre les effets du changement climatique dans les îles du Pacifique (panneaux solaires pour les îles isolées du Pacifique Sud, abris anti-inondation dans des atolls menacés par la montée des eaux...) Il aura fallu un vote des députés pour rétablir cet « équivalent Fonds vert » malgré un avis défavorable du gouvernement comme de la cheffe de file de La République en marche à l'Assemblée !

Un « Sommet climat » en décembre à Paris.

Macron se pose en défenseur du climat et organise le 12 décembre un « sommet climat », qu'il veut « sommet de l'action » pour montrer que la dynamique se poursuit malgré le retrait des États-Unis autour des questions de finance et climat.

La dette climatique, celle des pays les plus anciennement industrialisés, donc les plus responsables du changement climatique, à l'égard des pays du Sud, les plus touchés par ce changement, reste entière. En 2009, lors de la COP de Copenhague, les pays « développés » ont promis 100 milliards de dollars par an pour aider les pays du Sud à faire face à l'impact du changement climatique (adaptation) et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre tout en poursuivant leur développement (atténuation). En 2016, Oxfam évalue entre 10 et 19 milliards d'euros le montant des sommes effectivement mobilisées. Dérisoire ! Selon l'ONU, il faudrait entre 130 et 260 milliards d'euros par an pour permettre aux pays en développement de s'adapter à un réchauffement limité à 2°C alors qu'on s'oriente plutôt vers 3°C.

À Bonn il ne sera pas question de cet engagement non tenu. Ce ne sera pas non plus le sujet à Paris. Audrey Rojkoff, de l'Agence française de développement annonce la couleur : « Au-delà de la question des 100 milliards, tout l'enjeu est d'inscrire ces financements dans une trajectoire de long terme, bas carbone et résiliente. Soutenir des projets locaux est nécessaire, mais la bataille

climatique ne sera remportée que si l'on parvient à mettre en place des instruments financiers publics capables d'avoir un effet de levier sur les fonds privés pour vraiment « verdir » le monde. »

Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites. Exit la dette écologique et climatique, et vive la finance et le marché ! Il s'agit moins de verdir le monde que de tenter de verdir le capitalisme ou plutôt d'instrumentaliser la question du climat pour continuer de fourguer le nucléaire et les autres technologies d'apprentis sorciers du climat pour le plus grand profit des capitalistes.

En marge du sommet Macron du 12 décembre se préparent des mobilisations sur le slogan « Pas un euro de plus pour les énergies du passé ». Le NPA apporte son soutien à ces initiatives et, au-delà, veut poursuivre le travail entamé à l'occasion de la COP21 pour construire un large mouvement pour la justice climatique, pour « Changer le système, pas le climat ».

Christine Poupin

P.-S.

* Mercredi 15 novembre 2017, mise à jour Mercredi 15 novembre 2017, 11:28 :

<https://npa2009.org/actualite/ecologie/cop23-aussi-loin-des-fidji-que-de-sauver-le-climat>